

*Questions orales*

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pris aucune décision en vue d'établir un collège de médecine vétérinaire. Le député sait sans doute très bien ce qu'a proposé le premier ministre de l'île-du-Prince-Édouard à ce sujet. Si je ne m'abuse, il a même annoncé un poste de doyen pour le collège. Jusqu'ici, nous n'avons pris aucune décision et nous ne nous sommes pas engagés à faire quoi que ce soit. Nous espérons que, comme tous le souhaitent, même le député et moi-même, les premiers ministres et les provinces de la région de l'Atlantique arriveront à s'entendre.

**M. Nowlan:** Monsieur l'Orateur, ce doit être l'esprit de Noël qui fait que je suis d'accord en partie avec le ministre de l'Agriculture. C'est d'ailleurs pour cela que je voudrais poser une question supplémentaire. Afin de déplacer le nœud du problème et de régler le conflit d'intérêts qui existe entre les diverses provinces, et je reviens à ce propos sur une question que j'ai posée la semaine dernière ou la semaine précédente, le ministre, de même que le vice-premier ministre et, j'imagine, le leader actuel du gouvernement à la Chambre useront-ils de leur influence pour obtenir que le rapport Howe sur l'établissement de ce collège soit renvoyé au comité de l'agriculture, ce qui permettrait à tous les intéressés, y compris M. Howe, d'exprimer leur opinion devant un organisme impartial comme le comité de l'agriculture, pour qu'on puisse agiter la question et trouver une solution?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, les provinces elles-mêmes ont accepté d'établir cette commission de l'enseignement, comme on l'appelait, sauf erreur. Celle-ci se composait de personnes très instruites et très compétentes qui ont fait enquête, parlé aux habitants des provinces en cause et fait des sondages, et, si je ne m'abuse, les provinces devaient accepter les recommandations de la commission. Je suis certain que, si la commission avait recommandé que le collège soit établi en Nouvelle-Écosse, le député ne poserait pas de telles questions.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE****LES MATIÈRES PLASTIQUES—DEMANDE DE MESURES D'ASSISTANCE**

**M. P. B. Rynard (Simcoe Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet des difficultés qu'éprouve l'industrie des matières plastiques du Canada. Les 1,400 fabricants de matières plastiques peuvent compter sur des débouchés de 2.6 milliards de dollars seulement le tiers du marché est approvisionné par des importations. L'industrie touche un secteur énorme du marché et représente plus de 6 p. 100 de toute l'industrie de la fabrication. On estime qu'elle est défavorisée à environ 22 p. 100 en ce qui concerne les matières premières et la main-d'œuvre. Qu'est-ce que le ministre a à proposer pour combler cet écart de 22 p. 100 qui ruinerait éventuellement un grand nombre de ces fabricants?

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas aussi pessimiste que

[M. Nowlan.]

le député. D'abord, je pense que notre dollar de 90c. aidera l'industrie canadienne du plastique, et comme le Canada peut fournir des matières premières à cette industrie, cela l'aidera beaucoup. Nous avons un certain nombre de projets bien précis pour aider certains fabricants de cette industrie dès qu'ils feront appel au ministère.

**M. Rynard:** Monsieur l'Orateur, le ministre songerait-il à proposer des avantages monétaires, comme un taux d'intérêt réduit, pour compenser les frais d'établissement?

**M. Horner:** C'est une idée intéressante, monsieur l'Orateur, mais si nous réduisons les taux d'intérêt, cela coûtera assez cher au Trésor fédéral.

\* \* \*

**LA FONCTION PUBLIQUE****L'INDEXATION DES PENSIONS—LA DATE DE LA PUBLICATION DES ÉTUDES**

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je poserai ma question au président du Conseil du Trésor. S'il vient d'y répondre, je m'en excuse. Peut-il nous dire où en est l'examen des études actuarielles en vue de l'indexation de la pension de retraite des fonctionnaires, et quand il pense pouvoir publier l'étude gouvernementale et celle qui a été confiée à des actuaires indépendants?

**L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, j'espère recevoir ce rapport sous peu, d'ici quelques jours. Comme je me suis absenté un jour ou deux, il pourrait déjà être à mon bureau. J'espère pouvoir le déposer avant Noël, à condition qu'il soit traduit, sinon ce sera à la reprise de la session, après le congé de Noël.

\* \* \*

**LA MAIN-D'ŒUVRE****LES POSTES BILINGUES—LES MOTIFS DU REFUS DE LA PRIME À CERTAINS EMPLOYÉS**

**M. Hal Herbert (Vaudreuil):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

**Une voix:** Du chômage.

**M. Herbert:** Je voudrais lui demander s'il est au courant de la situation dans des bureaux du ministère de l'Emploi et de l'Immigration à Montréal où, en raison de pourcentage limité de postes désignés, certaines personnes qui travaillent dans les deux langues ne peuvent recevoir de prime au bilinguisme, alors que dans les mêmes bureaux, comme la langue de travail est le français, des unilingues anglophones reçoivent cette prime?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, en toute déférence, je crois que ce problème ressortit plus directement au vice-premier ministre, mais puisque c'est l'un de nos bureaux qui est mis en cause, je signale que nous avons des problèmes analogues dans d'autres secteurs . . .